

# LA NOUVELLE LIGUE ANTIFASCISTE

Une « Ligue d'action pour le rassemblement contre le fascisme » vient d'être constituée. L'initiative en a été prise par des intellectuels et des universitaires qui ont été depuis plusieurs années à l'avant-garde dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, contre le fascisme, contre le racisme. Face à cette initiative, le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) affirme toute sa sympathie, son appui, celui de notre journal et celui de nos membres et appelle tous nos sympathisants et amis à participer à la Ligue. Expliquons les raisons de notre attitude.

On ne peut mieux aborder la question qu'en discutant les raisons soulevées par la direction du P.C.F. contre cette initiative. Elles se résume ainsi : il n'y a pas lieu de créer une nouvelle organisation ; car il y en a déjà d'autres pour répondre aux buts que se proposent les créateurs de la nouvelle Ligue, mais ces organisations ont un objet donné, tandis que les créateurs de la Ligue lui ont donné une sorte de programme ; enfin ceux-ci attaquent les partis, entre autres le P.C.F. et ceci est injustifié, le P.C.F. ayant fait tout son devoir, étant à la pointe du combat, etc.

Le reproche de la direction du P.C.F. quant à la création d'une nouvelle organisation est mal venu de gens qui ont créé tant d'organisations. C'est d'ailleurs une sorte de système à la direction du P.C.F. que de créer à tout propos des organisations. On crée l'organisation de ceux qui aiment les blondes, et aussi l'organisation de ceux qui n'aiment pas les blondes. Par ce moyen, on vise à organiser tout le monde ; mais le résultat, c'est la création la plupart du temps d'un nouvel appareil qui n'organise pas grand monde.

Si l'argument du programme et non d'un objet bien précis est invoqué publiquement, la direction du P.C.F. a une autre objection qu'elle ne peut pas formuler ouvertement : les créateurs de la Ligue antifasciste ne sont pas ces « sans-partis » ou sympathisants qui sont toujours en fait dans la ligne, qui ont même parfois moins de doutes ou de divergences que bien des membres du Parti, ce ne sont pas non plus des hommes qui se contenteraient de timides remarques à la façon des dirigeants non communistes du Mouvement de la Paix.

Au contraire, la création même de la Ligue d'action antifasciste est l'expression de tendances critiques plus ou moins conscientes, plus ou moins marquées, plus ou moins développées, envers la politique du Parti Communiste français. Et, pis encore, de divergences qui se situent « à gauche » de la ligne suivie par le P.C.F. dans la lutte contre le fascisme et le gaullisme, ainsi que dans la lutte contre la guerre d'Algérie. La direction du P.C.F. pousse les hauts cris chaque fois qu'elle est l'objet de critiques de la part des intellectuels au sujet de sa politique dans le domaine de la lutte contre le fascisme et le gaullisme et de la lutte contre la guerre d'Algérie. Et d'invoquer quelques textes contre le pouvoir personnel, quelques manifestations. Et d'ajouter que le Parti a des responsabilités de masse, qu'il ne peut se comporter en anarchiste, etc.

Mais les textes parlent moins éloquemment que les faits. Les faits, loin de convaincre ceux qui vivent autour du P.C.F., soulèvent au sein même du parti des inquiétudes. Depuis le début de la guerre d'Algérie les remords tenaillent un nombre grandissant de membres de ce parti qui n'ont pas oublié « l'Algérie nation en formation », la dénonciation au début de la guerre d'Algérie en 1954 d'actes « individuels » peut-être faits sous l'instigation d'agents du gouvernement français, la lutte pour une véritable Union Française et surtout le vote des pouvoirs spéciaux, le calme prêche quand les rappelés manifestaient, le refus de participer à la

manifestation organisée par l'U.N.E.F. en octobre 1960 sous prétexte de ne pas servir d'appoint...

La création de cette Ligue d'action antifasciste est, indépendamment des sentiments de ses fondateurs, un reproche implicite la politique du P.C.F., et répond à un besoin que ressentent de nombreux intellectuels et universitaires pour les raisons suivantes :

a) Même si nous n'assistons plus à présent à la trahison et à la carence qui marquèrent les premières années de la lutte de la Révolution algérienne de la part des directions qui exercent une influence sur les grandes masses, il y a encore une inertie chez ces directions qui est presque aussi criminelle, car elle permet au pouvoir gaulliste et aux fascistes de prolonger une situation et de renforcer un climat réactionnaire. Les fondateurs de la Ligue d'action antifasciste espèrent que celle-ci, par son action, par ses initiatives, surmontera cette inertie.

b) Les fondateurs de la Ligue ont compris par leur expérience qu'il n'était pas possible de mener des luttes fragmentaires, les unes contre les fascistes, les autres plus particulièrement contre la guerre d'Algérie, d'autres surtout préoccupées de défendre les atteintes aux libertés démocratiques par le régime de pouvoir personnel, en pensant que des résultats pourraient être atteints sur un plan indépendamment des autres. *Ils ont compris, même si ce n'est pas dit explicitement, que l'on se trouvait en face d'un problème d'ensemble, un problème politique, un problème de pouvoir.* Une telle conclusion constitue en elle-même un progrès politique considérable.

La direction du P.C.F., en objectant à l'établissement d'un programme par la Ligue, déclare plus ou moins nettement que c'est là affaire de parti. Oui, un programme exigerait un parti ou un front unique de partis ou un bloc politique. Mais les fondateurs de la Ligue n'ont pas été préoccupés par ces considérations générales, car ils ont été amenés à formuler un programme pour une raison bien simple : la direction du P.C.F. ne pose le problème du pouvoir qu'en termes généraux, dans une propagande vague pour une « démocratie renouée », sans que personne ne sache exactement ce qu'elle est, ni comment la direction du P.C.F. conçoit son instauration. La direction du P.C.F. se garde bien de placer les luttes actuelles — économiques et politiques — dans le cadre de la lutte pour le renversement du pouvoir. La preuve en est dans les appels réitérés pour obtenir du pouvoir gaulliste qu'il dissolve les bandes fascistes, qu'il désarme celles-ci, etc. Or, la base principale de l'O.A.S. est, de toute évidence, dans les forces armées et répressives de l'Etat, et dans les plus hauts postes de l'administration. On a vu le 19 décembre comment le pouvoir entend combattre le fascisme ; cela n'empêche pas que, depuis lors, la direction du P.C.F. tout en déclarant que le peuple ne doit compter que sur lui-même, continue à demander au pouvoir... de faire son devoir contre les fascistes !

Dans les objectifs du court programme proposé par la Ligue, on ne trouve pas ces appels de ce type au gouvernement. En plus de la lutte par les moyens appropriés contre le fascisme, et de la solidarité avec le peuple algérien, il est question de « renversement du pouvoir personnel et préparation d'une vraie démocratie ». Cela sonne différemment de la « démocratie renouée », tout en étant encore bien confus. Cette vraie démocratie est-elle, pour les fondateurs de la Ligue, encore un régime bourgeois ou bien entendent-ils plutôt le renversement du capitalisme et un régime de transition construisant le socialisme ? Cela ne pourrait être expliqué que sous la forme d'un programme

(Suite page 15.)